

Bonjour à toutes et à tous,

Bienvenue à l'école nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers,

Je suis particulièrement heureux aujourd'hui, **d'ouvrir ces premières journées** professionnelles consacrées à l'usage des **technologies de l'information et de la communication**,

dans la planification, la prévision et la gestion opérationnelle,

organisées par l'ENSOSP en partenariat avec l'ENTENTE pour la protection de la forêt.

Le plaisir surtout de voir pour ce type de manifestation autant de monde convergent dans cet amphithéâtre André SIBUE.

En effet, nous sommes aujourd'hui plus de 110 participants en provenance de beaucoup d'horizons différents :

- Près de 25 SIS ;
- Les institutionnels familiers de nos manifestations, la DGSCGC, la FNSPF, le Pôle Risques
- Des acteurs de la sécurité et de la gestion des risques au sens large avec
  - 2 SIDPC,
  - 2 EMIZ,
  - la Préfecture de police de Paris,
  - le ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie,
  - l'école nationale d'administration pénitentiaire,
  - l'école des Mines d'Alès,
  - le BRGM,
  - des collectivités locales comme le CG 06 ou la CPA d'Aix,
- Mais aussi des industriels, PME ou grands groupes
- Et je dois encore en oublier certains, vous m'en excuserez.

Merci à tous de votre participation et de l'intérêt que vous portez à nos travaux.

Ma satisfaction tient ensuite au fait, que je suis **convaincu de longue date** de la nécessité, dans le domaine de la sécurité civile notamment, d'exploiter les **possibilités offertes par les technologies numériques**.

En effet,

qu'il s'agisse de **capturer des données**, de **les transmettre**, de **les traiter** et de **les mettre en forme**, **pour en faire des informations** utiles à l'appréhension d'un risque ou d'une situation d'urgence,

les technologies numériques **présentent un potentiel** dont j'ai souvent regretté, qu'il n'ait pas été -de mon point de vue- anticipé et **considéré** au plan national à sa juste mesure.

Je veux parler notamment du **potentiel d'intégration** des différents champs; d'une part de la **connaissance**, de **l'information** et de **la prévention** des risques

et d'autre part de la **mise en œuvre de la réponse** de sécurité civile, de la **réhabilitation en post crise** et du **retour d'expérience**.

Ma satisfaction tient également au fait que mes nouvelles fonctions à l'ENSOSP m'ont permis de **définir ce thème**, comme étant **un des axes de recherche** et de développement prioritaires de l'école, et c'est la raison de notre présence aujourd'hui.

Sans vous raconter complètement ma vie, je dirais quand même que mes **premiers balbutiements** en la matière datent des années 1990, alors que j'étais en poste à la DDSC, chargé de mission pour **l'élaboration nationale du SDACR**.

Mes recherches visant à mettre au point un outil d'aide à la réalisation des SDACR, m'avaient conduit à **rencontrer un certain nombre d'industriels**, dont la SAGEM qui élaborait des **cartographies embarquées** pour les avions de chasses.

Hélas, le coût des données et des technologies de l'époque, **ne permettaient pas de transposer au monde de la sécurité civile**, ce que l'armée de l'air utilisait déjà et j'avais dû me rabattre sur un logiciel beaucoup plus modeste, résultant d'un appel d'offres qui s'est appelé PERICLES et qui tournait sur Power PC.

Si l'idée était bonne, la faillite de la société et l'absence d'accompagnement national ont fait que cette première tentative a fait long feu.

En 1996 ensuite j'organisais un colloque pour l'ENSOSP –déjà- et l'ANDSIS sur ce thème du SDACR,

un colloque au cours duquel **l'intérêt du SIG** pour la réalisation des SDACR a été mis en évidence et mutualisé au plan national, ce qui a encouragé le mouvement de développement des SIG en matière de prévision dans les SDIS.

Le développement des CTA/CODIS centralisés ont par ailleurs profité des développements en matière de SIG pour la localisation des événements et la gestion des moyens.

Quelques années plus tard, arrivant comme chef d'état-major interministériel de zone à Valabre, je rebondissais sur un logiciel mis en service en l'an 2002 et destiné à la gestion opérationnelle au niveau zonal des feux de forêts, logiciel dénommé SIZIF dont il sera question cet après-midi.

L'un des artisans du dossier est d'ailleurs maintenant à l'ENSOSP présent dans cette salle.

Sur cette base, j'ai engagé un programme pluri annuel zonal, d'intégration de données sur les aléas et les enjeux appelé RIME pour « Risques et Menaces ».

L'ambition de ce programme était de mettre au point un référentiel partagé entre tous les acteurs de la gestion des risques et des crises au plan zonal :

Préfecture de zone ; préfecture de départements ; délégués ministériels de zone ; SDIS notamment.

Plus d'une centaine de couche zonales y sont actuellement répertoriées et à disposition.

Et puis j'ai eu également à connaître avec l'ENTENTE, d'un certain nombre de projets européens comme le projet PAREFEU, le projet RISK EOS ou encore le projet CEMER qui a je crois émergé du pôle risque.

L'ENTENTE a développé par ailleurs le logiciel ASPHODELE de gestion tactique dont il sera aussi question aujourd'hui.

Tous ces projets avaient en commun l'utilisation d'images et de transmissions satellites, de traitement d'image et autres cartographie numérisées, pour, in fine, apporter des informations exploitables au gestionnaire de risque ou aux responsables de la conduite opérationnelle.

Dans le même temps, le MEDE a conçu son propre logiciel appelé OGERIC dont la vocation était également de mettre à disposition de chaque préfet un outil opérationnel.

La DGSCGC a dans ce contexte également engagé depuis quelques années un programme national de SIG à destination du COGIC et des préfectures, les initiatives de la zone sud n'y sont pas étrangères me semble-t-il, notamment après la visite du préfet Perret alors en poste à la DG.

En outre, dans le domaine des outils d'aide à la décision, j'ai eu également l'occasion de travailler dès 2003 avec les services régionaux de météoFrance Aix,

au travers d'un « pôle de compétence inondation » zonal que j'avais créé,

à la définition du besoin des utilisateurs en matière de prévisions météo,

Cette réflexion a permis à météoFrance de développer ce qui est connu désormais comme « l'extranet zonal d'appui à la gestion des crises », mis en service en 2006 je crois, mais encore peu connu des acteurs de terrain.

Outre les applications cartographiques ou de prévision, j'ai souhaité que nous abordions aujourd'hui également, une révolution dans la communication en situation d'urgence ou de crise, je veux parler des médias sociaux.

Ma prise de conscience en la matière est relativement récente, elle date de 2011 année de la révolution Libyenne.

La sécurité civile avait alors envoyé un détachement médical à Benghazi, dont faisaient partie des éléments de la zone sud et je me suis attaché à suivre sur twitter et facebook les informations qui y figuraient.

Je me suis très vite rendu compte qu'y étaient relatées des situations et des informations, en avance de phase et plus détaillées que ce que les médias nationaux relataient.

Puis il y a eu la même année la catastrophe de FUKUSHIMA sur laquelle j'ai fait le même constat.

Depuis je suis attentif aux développements des communautés sur twitter et facebook, en France mais surtout à l'étranger ou de nombreux pays sont très en avance.

Des catastrophes récentes ont abondamment mis en exergue l'usage qui peut en être fait dans les différentes phases d'une situation d'urgence et on voit également émerger des cartographies collaboratives.

Les exemples sont nombreux ou les médias sociaux ont joué un rôle avant, pendant ou après une situation d'urgence,

à l'étranger tout d'abord, on peut citer

- l'ouragan Sandy,
- Le Typhon Hayan,
- la catastrophe ferroviaire de lac mégalic,
- la prise d'otages du centre commercial Westgate au Kenya,

Mais aussi en France :

- l'accident de train de Brétigny sur Orge
- ou les différentes inondations du Var, des Pyrénées ou de Bretagne.

Les organisations non gouvernementales ont aussi très largement compris l'intérêt des médias sociaux en matière humanitaire dans les pays en voie de développement.

Bien sûr tout cela demande à être évalué, il ne s'agit pas pour moi de dire que les médias sociaux sont l'alpha et l'omega de la gestion des crises,

mais ils sont une réalité, ils modifient en profondeur notre représentation de la communication, au quotidien comme en situation d'urgence, communication qui n'est plus seulement descendante et univoque, mais transversale, multiple et diffuse.

Le ministère de l'intérieur et la DGSCGC semble s'intéresser à ce mouvement et il est évident à mon sens que les services de secours les préfectures et les collectivités ne peuvent plus faire l'économie d'une appropriation du sujet.

Je note également que certaines préfectures, les services de police et de gendarmerie s'y sont mis récemment, ainsi qu'une trentaine de SDIS et d'autres acteurs associatifs.

Quoi qu'il en soit, l'ensemble des acteurs de l'urgence doit désormais faire avec pour en tirer le meilleur profit, c'est pourquoi nous avons prévu en fin d'après-midi une table ronde sur le sujet. Nous aurons l'occasion d'y revenir lors d'un prochain colloque.

Tous ces sujets nous ont conduits à initier cette première rencontre, en partenariat avec l'ENTENTE pour la protection de la forêt méditerranéenne et son Pôle Nouvelles Technologies.

En effet, au-delà de la proximité, géographique, L'ENTENTE représente aussi un berceau historique d'innovation technologique : Depuis la réalisation de cartes papiers, puis numériques dédiées aux feu de forêt, jusqu'aux dernières applications logicielles d'aide à la décision de l'EMIZ, sans oublier la simulation en réalité virtuelle de l'ECASC !

D'autres partenaires viendront, je l'espère, compléter ce noyau dur, autour de la prospective opérationnelle des TIC.

Sans doute la Fédération nationale avec son think tank l'IFRASEC. À coup sûr le réseau national des administrateurs SIG des SDIS, bien représenté aujourd'hui.

Trois thèmes principaux seront donc traités aujourd'hui en interaction avec vous :

- L'interopérabilité des systèmes. Comment récupérer, intégrer, diffuser la donnée ?
- Les outils et données à partager en poste de commandement de terrain, CODIS/COD, COZ, puis au COGIC ;

- L'état de l'art du media social et du crowdsourcing et les enjeux du partage.

Enfin, dernier sujet de satisfaction et non des moindres, la présence aujourd'hui parmi nous de notre grand témoin, le sous-préfet Hervé Doutez.

Nous avons sollicité Hervé Doutez, car il présente à nos yeux de nombreux atouts pour mettre en perspective ces différents sujets.

Ingénieur des télécom dans une vie antérieure, il a été également colonel de sapeur-pompier, notamment chargé du projet ANTARES à la DSC,

Il a également sévi en tant que chef du bureau de la formation, et à ce titre il a représenté la tutelle bienveillante de l'ENSOSP pendant un temps,

il est désormais, après un poste de sous-préfet d'arrondissement, directeur de cabinet du DGSCGC.

Merci Hervé d'avoir accepté de venir malgré un emploi du temps chargé, je ne doute pas que tu nous apporteras ton regard intéressant d'expert multitâche.

Voilà pour l'introduction, je souhaite que cette journée contribue à faire un état des lieux, permette une mutualisation des bonnes pratiques et pourquoi pas débouche sur des initiatives porteuses de synergies ou de développements nouveaux.

Ce premier rendez-vous s'inscrit en effet dans une démarche plus large, visant à la mise en place d'une dynamique nationale, sous la forme d'un réseau opérationnel d'experts.

Il s'agit de proposer une veille permanente sur les nouveautés technologiques et les diffuser auprès des acteurs de la sécurité civile, avec l'ambition d'optimiser l'intégration des TIC, dans les outils d'aide à la décision.

Cette initiative qui s'inscrit dans notre mission de recherche, vise bien sûr également l'adaptation de la formation des officiers de sapeurs-pompier,

Merci donc aux chevilles ouvrières de l'ENSOSP et de l'Entente, qui ont permis de concrétiser ces orientations en la matière et merci à tous nos intervenants des 9 présentations que nous aurons l'avantage de partager, d'avoir bien voulu contribuer à la réalisation de cette journée.

Place maintenant aux apports des technologies de l'information et de la communication dans la gestion des situations d'urgence et pour l'évitement des crises.

Je laisse la tribune aux deux animateurs, gardien du temps et du bon déroulement des interventions, Monsieur Arnaud DEMONTIS du Pôle Nouvelles Technologies à l'ENTENTE et Monsieur Marc LOPEZ du Centre d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires sur la Sécurité Civile à l'ENSOSP.